



Tous droits réservés

## DROIT DES PERSONNES

### Séance 6 - Les personnes physiques :

#### le droit à l'image

I.	L'affirmation du droit de la personne sur son image.....	2
A)	Les relations étroites entre droit à l'image et droit au respect de la vie privée 3	
B)	La caractérisation de l'atteinte au droit à l'image.....	3
II.	La limite de la protection : le droit du public à l'information.....	4
A)	La supériorité du droit du public à l'information sur le droit à l'image ....	4
1)	L'évènement d'actualité .....	5
2)	Le débat d'intérêt général .....	6
B)	La supériorité de la dignité humaine sur le droit du public à l'information 7	
1)	La notion de dignité.....	7
2)	La dignité de la personne défunte.....	8
III.	L'absence de droit du propriétaire sur l'image de son bien .....	9



**Définition :** L'image de la personne est « *l'un des attributs principaux de sa personnalité, du fait qu'elle dégage son originalité et lui permet de se différencier de ses congénères* » (CEDH, 15 janv. 2009, n° 1234/05, *Reklos et Davourlis c/Grèce*, § 40).

De l'importance de l'image découle naturellement le droit à l'image. Il « *constitue ainsi l'une des composantes essentielles de l'épanouissement personnel [de la personne] et présuppose principalement la maîtrise par l'individu de son image* » (ibid.).

Lorsqu'on évoque le droit à l'image, on parle en général du **droit extrapatrimonial** qu'a la personne sur son image. Les développements du (I) et du (II) lui sont consacrés. Cependant, la personne a également un **droit patrimonial** sur son image. Ce droit fait l'objet de peu d'attention dans les manuels.

En résumé, la personne peut conclure un contrat par lequel elle autorise son cocontractant à exploiter son image moyennant rémunération. Il s'agit notamment du contrat de mannequinat. La Cour de cassation a considéré ce contrat comme valable (*Cass. 1<sup>re</sup> Civ., 11 décembre 2008, n° 07-19.494, publié*). Il est soumis aux règles du droit commun des contrats.

## I. L'affirmation du droit de la personne sur son image

**Question :** En quoi consiste le droit à l'image ? Quels pouvoirs confère-t-il à la personne ?

La jurisprudence française a établi qu'« en principe toute personne a sur son image un droit exclusif et absolu et peut s'opposer à sa fixation, à sa reproduction ou à son utilisation sans autorisation préalable » (*Cass. 2<sup>e</sup> Civ., 30 juin 2004, 02-19.599, publié*).



**À retenir :** En principe, il faut donc obtenir l'autorisation de toute personne dès lors qu'elle est reconnaissable avant d'utiliser son image.

## A) Les relations étroites entre droit à l'image et droit au respect de la vie privée

Initialement, la jurisprudence a sanctionné les atteintes au droit à l'image sur le fondement de **la responsabilité civile**, qui était, à l'époque régie, par l'**article 1382 du Code civil** (*attention, la responsabilité civile est à présent traitée à l'art. 1240 C. civ.*).

À présent, le droit à l'image est habituellement sanctionné sur le fondement de **la vie privée**, protégée par les **articles 9 du Code civil** et **8 de la Convention EDH**. Le droit à l'image n'est pas un droit autonome du point de vue des textes.

La plupart du temps, lorsqu'il existe une atteinte au droit à l'image, il y a également une atteinte au droit au respect de la vie privée : l'image est souvent le moyen de porter atteinte à la vie privée. Les juges relèvent parfois l'utilisation d'un téléobjectif pour prendre la photographie comme révélateur de la volonté de porter atteinte celle-ci. Toutefois, il peut exister une atteinte au droit à l'image sans atteinte au droit au respect de la vie privée.

Comme pour le droit au respect de la vie privée, une simple atteinte au droit à l'image suffit pour avoir droit à la réparation du dommage (**Cass. 1<sup>re</sup> Civ., 2 juin 2021, n° 20-13.753, publié**).

## B) La caractérisation de l'atteinte au droit à l'image

Le droit à l'image est le plus souvent invoqué s'agissant de représentation par des photographies ou des vidéos. Cependant, en théorie, la représentation par un dessin ou un tableau est également couverte par le droit à l'image.

L'existence d'une atteinte au droit à l'image peut dépendre du lieu où la personne a été photographiée ou filmée.

- Si celle-ci se trouve dans un lieu privé, l'atteinte est certaine.
- En revanche, si elle se trouve dans un lieu public, il faut distinguer plusieurs situations.



**À retenir :** Lorsque la personne est reconnaissable et isolée, il existe une atteinte au droit à l'image.



**Exemple :**      **Atteinte au droit à l'image :** Un photographe a publié une photographie d'un enfant qui participait à une fête folklorique, mais « *l'image de l'enfant était isolée de la manifestation au cours de laquelle elle avait été prise* » (**Cass. 1<sup>re</sup> Civ., 12 décembre 2000, n° 98-21.311, publié**).

**Absence d'atteinte au droit à l'image :** La photo était prise sur le seuil d'un bâtiment public. De plus, rien ne venait isoler la personne « *du groupe de personnes représentées sur la photographie, centrée non sur sa personne, mais sur un évènement d'actualité* » (**Cass. 1<sup>re</sup> Civ., 25 janvier 2000, n° 97-15.163, publié**).

Une nuance peut être faite pour la personne connue : il faudrait distinguer selon qu'elle est présente à titre privé ou à titre public. Il n'y aurait pas d'atteinte lorsque la personne est présente à titre public. Dans ce cas, on se rapproche de l'exception du droit du public à l'information qui sera vue postérieurement.



**Exemple :**      La personne candidate à une élection est présente, à titre public, pour faire campagne au marché du village. ≠ Elle est présente, à titre privé, pour faire ses courses hors période électorale.

**La liberté d'expression de l'artiste** ainsi que **sa liberté de création** constituent des limites au droit à l'image : la caricature et le photomontage sont licites, sans qu'il faille obtenir une autorisation préalable de la personne représentée.

## II. La limite de la protection : le droit du public à l'information

### A) La supériorité du droit du public à l'information sur le droit à l'image

La liberté d'expression est protégée par l'**article 10 de la Convention EDH**. Elle constitue « *l'un des fondements essentiels d'une société démocratique, l'une des*

conditions primordiales de son progrès et de l'épanouissement de chacun » (CEDH, 10 novembre 2015, *Couderc et Hachette Filipacchi Associés c/France*, n° 40454/07, §88). Le corollaire de la liberté d'expression est le droit du public à l'information.



**À retenir :** Le droit à l'image « *doit se combiner avec l'exercice de la liberté de communication des informations, ce dont il résulte qu'une personne ne peut s'opposer à la réalisation et à la divulgation de son image chaque fois que le public a un intérêt légitime à être informé* » (Cass. 2<sup>e</sup> Civ., 30 juin 2004, n° 02-19.599, publié).

Ainsi, le droit à l'image s'incline dès lors qu'il existe un intérêt du public à être informé.

**Question :** Quand existe-t-il un intérêt légitime du public à être informé ?

### 1) L'évènement d'actualité

Il existe un intérêt légitime du public à être informé lorsque l'image est en **lien direct** avec un évènement d'actualité.

La publication d'une photographie représentant une personne à des obsèques, dans un cadre non professionnel, ne porte pas atteinte à son droit à l'image lorsque cette personne est impliquée dans un évènement d'actualité du fait de ses activités professionnelles (Cass. 2<sup>e</sup> civ., 30 juin 2004, 02-19.599, publié).

La publication d'une photo d'une veuve lors des obsèques de son mari, policier tué en service, pour illustrer un article d'actualité consacré aux policiers victimes de violences ne porte pas non plus atteinte au droit à l'image (Cass. 1<sup>re</sup> Civ., 7 mars 2006, n° 05-16.059, publié).

Lorsque l'image paraît plusieurs mois après un évènement, ce dernier n'est plus d'actualité et il peut exister une atteinte au droit à l'image.



**Exemple :** Une photo de participants à la Gay Pride est publiée six mois après la manifestation.

Il peut également exister une atteinte s'il n'y a pas de lien direct entre l'évènement et l'image.



**Exemple :** Pour illustrer un article sur une prise d'otage, la photo d'une institutrice, qui venait d'en être victime, a pu être utilisée sans son autorisation de façon licite (**TGI Paris, 5 janvier 1994 Moulard Dreyfus c/Société VSD**). Mais la photo de la même institutrice prise à l'occasion de sa rentrée scolaire dans un autre établissement a été jugée comme portant atteinte à son droit à l'image (**TGI Paris, 17 novembre 1993 Moulard Dreyfus c/Publiprint France Soir**).

## 2) Le débat d'intérêt général

Dans un article intitulé « *Routes, la guerre oubliée* », un magazine avait fait figurer « *la photographie d'un jeune homme inanimé, étendu à demi dévêtu sur un brancard, le visage ensanglanté, autour duquel s'affairaient les secouristes du SAMU* ». La légende de la photo était « *Il faisait la course en scooter. Il avait 16 ans. Les médecins ne pourront le ranimer* ».

La Cour de cassation a jugé que « *le principe de la liberté de la presse implique le libre choix des illustrations d'un débat général de phénomène de société sous la seule réserve du respect de la dignité de la personne humaine* » (**Cass. 2<sup>e</sup> Civ., 4 novembre 2004, n° 03-15.397, publié**).



**À retenir :** L'idée est que l'image peut choquer, néanmoins il en ressort un élément positif, qui est le débat d'intérêt général. Ce dernier est amené à faire avancer la société.

En revanche, ni l'évènement d'actualité ni le débat d'intérêt général n'ont été retenus dans l'espèce suivante. Un contribuable a filmé le fonctionnaire de l'administration des impôts qui procédait au contrôle fiscal. Il a ensuite publié la vidéo sur son blog, dans un article intitulé « *Un espace de non-droit* ».

La Cour de cassation a décidé :

- Que le visage du fonctionnaire n'illustre pas un événement d'actualité, car le contrôle fiscal est une pratique courante
- Que son visage n'illustre pas un débat d'intérêt général, car le contribuable s'opposait à la réalisation du contrôle (**Cass. 1<sup>re</sup> Civ., 15 janvier 2015, n° 13-25.634, publié**).

## B) La supériorité de la dignité humaine sur le droit du public à l'information

Lorsque l'image est contraire à la dignité humaine, la protection de cette dernière constitue un obstacle absolu : elle l'emporte même sur le droit du public à l'information.

La Cour de cassation a ainsi énoncé que « *la liberté de communication des informations autorise la publication d'images des personnes impliquées dans un événement, sous la seule réserve du respect de la dignité de la personne humaine* » (**Cass. 1<sup>re</sup> Civ., 20 février 2001, 98-23.471, publié**).

### 1) La notion de dignité

**Question :** Comment caractériser l'atteinte à la dignité humaine ?



**À retenir :** La recherche du sensationnel constitue un critère important. Les juges « *contrôlent ainsi la légitimité du but poursuivi à l'occasion de la publication de l'image* » (E. Dreyer, J.-Cl. Communication, *Fasc. 40 : Image des personnes*, 2021).

Une photographie représentait la victime de l'attentat survenu à Paris à la station Saint-Michel du RER en 1995. La Cour de cassation a jugé que « *la photographie était dépourvue de recherche du sensationnel et de toute indécence et qu'ainsi, elle ne portait pas atteinte à la dignité de la personne représentée* » (**Cass. 1<sup>re</sup> Civ., 20 février 2001, 98-23.471, publié**).

Inversement, l'atteinte à la dignité humaine a été retenue dans l'affaire « Ilan Halimi », dans laquelle un jeune homme avait été séquestré et torturé en raison de sa confession religieuse. Une photographie publiée dans un magazine le représentait bâillonné et entravé. Son aspect physique et son attitude suggéraient « *la soumission imposée et la torture* ». La Cour de cassation a décidé que « *la publication de la photographie litigieuse, qui dénotait une recherche de sensationnel, n'était nullement justifiée par les nécessités de l'information* ». Elle en a déduit que la photographie était **contraire à la dignité humaine** (Cass. 1<sup>re</sup> Civ., 1<sup>er</sup> juillet 2010, n° 09-15.479, publié).

Nous avons vu que la protection de la dignité constitue un obstacle absolu à la liberté d'expression. Cependant, force est de constater que le juge retient rarement que l'image est contraire à la dignité.



**Exemple :** La photo d'un « *jeune homme inanimé, étendu à demi dévêtu sur un brancard, le visage ensanglanté* » ne lui a pas été jugée contraire (Cass. 2<sup>e</sup> Civ., 4 novembre 2004, n° 03-15.397, publié),

## 2) La dignité de la personne défunte

La personne décédée n'a plus de droit à l'image. Elle perd ce droit en même temps que la personnalité morale. Pourtant, des situations épineuses peuvent se présenter après le décès de la personne.

Le préfet de la République en Corse, Claude Erignac a été tué en pleine rue à Ajaccio le 6 février 1998. Un journaliste a profité du désordre pour prendre son corps en photo. La photographie a été publiée dans deux magazines. La cour d'appel a ordonné l'insertion dans ces magazines d'un communiqué faisant état de l'atteinte à l'intimité de la vie privée de la famille du préfet.

La Cour de cassation a décidé que « *la photographie publiée représentait distinctement le corps et le visage du préfet assassiné, gisant sur la chaussée d'une rue d'Ajaccio ; la cour d'appel a pu juger, dès lors que cette image était attentatoire à la dignité de la personne humaine, qu'une telle publication était illicite, sa décision se trouvant ainsi légalement justifiée au regard des exigences tant de l'**article 10 de la Convention européenne** que de l'**article 16 du Code civil*** » (Cass. 1<sup>re</sup> Civ.,



**20 décembre 2000, n° 98-13.875, publié**). La haute juridiction s'est fondée sur l'**article 16 du Code civil**, qui protège la dignité humaine.

Cependant, la **loi du 19 décembre 2008** a introduit dans le **Code civil l'article 16-1-1** qui prévoit : « *Le respect dû au corps humain ne cesse pas avec la mort. Les restes des personnes décédées (...) doivent être traités avec respect, dignité et décence* ». L'introduction de cette disposition dans le Code permet de proclamer la dignité humaine après le décès avec encore plus de force. Si un cas similaire à celui de l'« affaire Erignac » se représentait, le juge pourrait utilement se fonder sur l'**article 16-1-1**.

Une autre possibilité ouverte aux héritiers est de démontrer, comme dans le cas de l'atteinte au droit au respect de la vie privée, qu'il existe une atteinte à la mémoire ou au respect dû au mort et ainsi demander réparation du préjudice moral qui leur a été causé par la diffusion de la photographie ou du film.

Parfois, ces éléments sont même combinés. La Cour de cassation a pu juger contraire à la dignité humaine, la photographie qui constituait une atteinte à la mémoire ou au respect dû au mort et dès lors à la vie privée des proches (**Cass. 1<sup>re</sup> Civ., 1<sup>er</sup> juillet 2010, n° 09-15.479, publié, « affaire Ilan Halimi »**).

### III. L'absence de droit du propriétaire sur l'image de son bien

**Question :** Le propriétaire d'un bien a-t-il un droit exclusif sur l'image de celui-ci ? Peut-il s'opposer à la reproduction de l'image de son bien ?

Sur ce sujet, la jurisprudence a évolué.

La Cour de cassation a dû se prononcer sur cette question en **1999**. En l'espèce, le propriétaire d'un café reprochait à une société de commercialiser des cartes postales réalisées à partir d'une photographie du café. La Cour a affirmé au visa de l'**article 544 du Code civil** que « *le propriétaire a seul le droit d'exploiter son bien, sous quelque forme que ce soit* ». Elle en a déduit que « *l'exploitation du bien sous forme de photographies porte atteinte au droit de jouissance du propriétaire* » (**Cass. 1<sup>re</sup> Civ., 10 mars 1999, Café Gondrée, n° 96-18.699, publié**).

Le droit à l'image des biens était conçu comme un attribut du droit de propriété, ce dernier étant tout puissant.

Il est protégé par :

- L'article **544 du Code civil** : « *La propriété est le droit de jouir et disposer des choses de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois ou par les règlements* ».
- L'article **1<sup>er</sup> du protocole additionnel n° 1 de la Conv° EDH**.
- L'article **17 de la DDHC** de 1789.

Cette solution a entraîné de vives réactions de la doctrine et des professionnels de l'image (photographes, éditeurs, publicitaires...).

Aussi la jurisprudence de la Cour de cassation s'est-elle assouplie. Il a ensuite été jugé que le propriétaire ne pouvait se plaindre de l'utilisation de l'image du bien qu'en cas de « trouble certain » apporté au droit d'usage et de jouissance du propriétaire, ce qui supposait une utilisation à des fins lucratives (**Cass. 1<sup>re</sup> Civ., 2 mai 2001, n° 99-10.709, publié**).

Enfin, l'**Assemblée plénière de la Cour de cassation** est intervenue en **2004** : « le propriétaire d'une chose ne dispose pas d'un droit exclusif sur l'image de celle-ci ». Il « peut toutefois s'opposer à l'utilisation de cette image par un tiers lorsqu'elle lui cause un trouble anormal » (**Cass. Ass. Plén., 7 mai 2004, Hôtel de Girancourt, n° 02-10.450, publié**).

Cette notion de « trouble anormal » est à rapprocher du bien connu « trouble anormal de voisinage ».



**Exemple :** Une atteinte au droit au respect de la vie privée pourrait constituer ce trouble anormal (**Cass. 1<sup>re</sup> Civ., 5 juillet 2005, n° 02-21.452, publié**).

Désormais il n'y a plus de référence au droit à l'image des biens. Le trouble anormal est sanctionné sur le fondement de la responsabilité civile. Cet arrêt affaiblit les prérogatives du propriétaire sur son bien, mais il a le mérite de favoriser la liberté artistique et la liberté du commerce.